



Côte d'Ivoire : Élections 2025 à forts enjeux pour la démocratie et la stabilité

Scrutin à hauts risques politiques, sécuritaires et régionaux qui met à l'épreuve la démocratie ivoirienne et la stabilité de l'Afrique de l'Ouest

Par

Alhadji Abdoul Rahaman Diallo

Centre ouest-africain pour les politiques publiques

La démocratie ivoirienne : L'épreuve décisive de 2025

À l'approche de l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, la république de Côte d'Ivoire, centre économique de l'Afrique de l'Ouest francophone, se trouve à un moment critique où l'histoire, la politique, la sécurité et la confiance du public se croisent. Il ne s'agit pas d'un exercice démocratique de routine, mais d'un test de résistance national dont l'issue résonnera bien au-delà des frontières ivoiriennes. Analyse des principaux facteurs politiques, sécuritaires, régionaux et internationaux qui menacent la stabilité et l'intégrité du scrutin présidentiel de 2025.

Un quatrième mandat ou un quatrième tournant ?

Le 29 juillet 2025, le président Alassane Dramane Ouattara a annoncé sa candidature à un quatrième mandat, relançant un vieux débat sur le pouvoir, la légalité et la légitimité en Afrique de l'Ouest. Bien que le changement constitutionnel de 2016 lui offre une base légale, la démarche est largement perçue comme une érosion des normes démocratiques.

Dans un discours télévisé, il a présenté sa candidature comme une nécessité pour la stabilité et l'achèvement des réformes engagées, soulignant que « le devoir peut parfois transcender la parole donnée de bonne foi ». Ses partisans mettent en avant la croissance économique et les infrastructures, considérant son leadership comme un rempart contre les crises régionales.

Les critiques, en revanche, dénoncent une répétition des schémas de crises passées : absence de successeur désigné, verrouillage du pouvoir et mécontentement populaire. Le risque est d'autant plus élevé que, depuis 1995, aucune élection présidentielle ivoirienne n'a abouti à une passation pacifique du pouvoir.

En 2020, le président Ouattara avait décidé de passer la main en désignant son premier ministre Amadou Gon Koulibaly comme candidat avant de se raviser suite au décès de ce dernier. Cette fois, le président n'a pas caché ses velléités de vouloir se maintenir. Il n'a préparé aucun dauphin et s'est présenté sans surprise à sa propre succession.

L'exclusion de figures clés de l'opposition

La Commission électorale indépendante (CEI) a enregistré une soixantaine de dossiers, dont ceux de l'ancien président Laurent Gbagbo et de l'ancien banquier

Tidjane Thiam, respectivement leader du Parti des peuples africains de Côte d'Ivoire (PPA-CI) et président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), déclarés inéligibles par le Conseil constitutionnel. Les deux leaders, radiés des listes électorales, ne pourront pas se présenter. Comme alternative, ils avaient déposé des dossiers de candidature de leurs partis respectifs à la CEI. Avec cette option, ils espéraient reproduire le scénario sénégalais de 2024 en Côte d'Ivoire. Lorsque Ousmane Sonko recalé, s'est fait remplacer par Bassirou Diomaye Faye. Un pari qui s'est finalement révélé gagnant pour le Pastef. Malheureusement, la Côte d'Ivoire n'est pas le Sénégal. Cela a créé la dissension au sein de certains partis de l'opposition, comme le PDCI.

Pendant ce temps, Simone Gbagbo ancienne première dame et présidente du Mouvement des générations capables (MGC) a été jugée éligible grâce à une amnistie présidentielle. Trois autres personnes complètent cette liste très restreinte de candidats. Il s'agit de Jean-Louis Billon, ancien membre du PDCI qui se présente désormais avec le Congrès démocratique (CODE), Ahoua Don Mello, ancienne membre du PPA-CI et Henriette Lagou Adjoua, ancienne ministre, candidate de la coalition GP-Paix.

Cette exclusion de figures emblématiques de l'opposition ivoirienne à la présidentielle soulève de sérieuses questions sur l'inclusivité politique. Le schéma rappelle les précédents de 1995, 2000, 2015 et 2020, où Guillaume Soro leader des Générations et peuples solidaires (GPS), Charles Blé Goudé du Congrès panafricain de la jeunesse et des patriotes (COJEP) et d'autres figures ont été empêchés de concourir, officiellement pour des raisons judiciaires ou administratives. En réalité, de nombreux observateurs y voient un processus judiciaire politisé. Ce qui signifie que la chance de voir la justice revenir sur sa décision avant la présidentielle prochaine est très mince.

Aujourd'hui sur le continent, l'on constate que les élections n'ont pas besoin d'être abolies pour être vidées de leur sens. La forme peut rester tandis que le fond disparaît. Et lorsque cela se produit, les citoyens perdent totalement confiance dans les politiciens et à la démocratie. Ce qui pourrait susciter de frustrations sociales et faire planer le spectre de la violence.

Une opposition divisée

La crise politique ivoirienne est aggravée par la division de l'opposition qui ne parvient pas à accorder ses propres violons. En mars, 25 partis ont formé la Coalition pour une alternance pacifique en Côte d'Ivoire (CAP-CI). Mais faute de

candidat consensuel, l'opposition reste divisée et affaiblie, ce qui renforce la domination du camp présidentiel. Toutefois, la CAP-CI pourrait jouer au faiseur de roi en cas de deuxième tour.

Les risques d'une candidature

L'exclusion des principaux opposants, combinée à la rhétorique identitaire et à un système électoral contesté, fait craindre un climat explosif. Comme en 2020, où les violences avaient fait 85 morts, le spectre d'une contestation sanglante plane sur 2025.

Dès 2020, l'opposition avait alerté en invoquant l'article 55 de la Constitution qui stipule que le président « n'est rééligible qu'une fois ». Mais le Conseil constitutionnel avait réagi en indiquant que l'adoption de la nouvelle constitution de 2016, intervenue un après la deuxième élection de Ouattara a institué une « troisième république ». Ce qui remet de facto le compteur à zéro et donne la possibilité au président de briguer deux autres mandats supplémentaires.

Or, ces trois dernières décennies, les échéances électorales en Côte d'Ivoire ont toujours été sources de tensions et de violences. Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui craignent que la présidentielle de 2025 ne soit marquée par des violences inouïes.

« La légalité n'est pas la légitimité. Dans les démocraties, la perception, c'est le pouvoir. »

Ce constat prend tout son sens dans un pays où la confiance populaire est fragile et où la frustration pourrait nourrir des violences. Dans les démocraties fragiles, la lettre de la loi est souvent pliée pour s'adapter aux ambitions des titulaires, au détriment de la confiance citoyenne.

Répression en temps réel

Depuis plusieurs mois, l'espace civique se rétrécit. Les manifestations de l'opposition sont interdites, sous prétexte de maintenir l'ordre public et des militants arrêtés pour des motifs qualifiés d'« accusations forgées de toutes pièces ». Le 8 août 2025, deux hauts responsables du PPA-CI dont un ancien ministre ont été arrêtés à Yopougon, où onze autres manifestants ont également été interpellés.

Pourtant, un millier de sympathisants du PPA-CI et du PDCI ont défilé pacifiquement contre le quatrième mandat de Ouattara et pour la réintégration

des opposants exclus. Ces tensions révèlent un pays où les griefs trouvent de moins en moins d'exutoires pacifiques.

Par ailleurs, conscients du coût d'élections non crédibles qui sont généralement marquées par des crises postélectorales, le mois dernier, les ivoiriens ont battu le macadam pour réclamer une élection inclusive, transparente et acceptée de tous.

Les cicatrices des crises passées

La mémoire de la crise postélectorale de 2010-2011 reste vive : plus de 3 000 morts, des centaines de milliers de déplacés, un pays fracturé par le clivage nord-sud. Ces divisions, fondées sur des lignes historiques, ethniques et religieuses, n'ont jamais disparu et resurgissent à chaque échéance électorale.

Dans de nombreuses zones rurales, la méfiance entre les communautés est une réalité quotidienne. Les cicatrices du déplacement, de la destruction et de la perte n'ont jamais complètement guéri.

La Conférence épiscopale catholique a déjà alerté sur le risque de violences, appelant au dialogue et à des élections inclusives.

Crédibilité du processus

L'exclusion définitive des principaux opposants et le filtrage des candidatures par le biais du système de parrainage polarise déjà le débat en cette période de pré-campagne.

À quelques jours de cette campagne électorale qui démarre le 10 octobre 2025, la question n'est pas seulement de savoir qui gagnera, mais si la Côte d'Ivoire choisira le renouveau plutôt que la répétition, le dialogue plutôt que la répression, l'inclusion plutôt que l'exclusion.

La crédibilité du scrutin dépendra de la transparence de la CEI, de l'impartialité du Conseil constitutionnel et de la capacité des institutions judiciaires à traiter équitablement les litiges électoraux. L'accès équitable aux médias et la gestion des résultats contestés seront aussi déterminants.

Comme le rappelle un analyste : « La démocratie ne meurt pas seulement dans l'obscurité, elle meurt en plein jour lorsque ceux qui sont au pouvoir réécrivent les règles pour s'y maintenir. »

Elections dans le contexte d'une sous-région menacée par les djihadistes

Les élections de 2025 se tiennent à un moment critique pour la stabilité nationale et régionale. Le pays est confronté à une menace sécuritaire accrue de la part des djihadistes opérant au Sahel. Au nord, la frontière avec le Burkina Faso devient plus instable alors que des groupes djihadistes sahéliens déjà actifs au Mali, au Niger et au Burkina Faso sondent le territoire ivoirien. Le pays est confronté à une détérioration des relations avec ses voisins du nord, notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger, déclenchée par des impasses diplomatiques et des alliances changeantes telles que l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES). Ces tensions, outre leur capacité à mettre en péril les liens économiques vitaux, la coopération en matière de sécurité régionale et l'intégration sociale, ne tiennent pas compte de l'environnement régional complexe qui peut exacerber les vulnérabilités internes. Ces derniers mois, on a assisté à une nette augmentation des attaques menées par des groupes armés et des terroristes contre des positions militaires et des raids visant des civils. En août, par exemple, des hommes armés originaires du Burkina Faso ont tué des civils le long de la frontière avec la Côte d'Ivoire. Le gouvernement a réagi en mettant en place des mesures de sécurité militarisées, en déployant des troupes et en renforçant les contrôles aux frontières.

Bien qu'efficaces pour prévenir les infiltrations à grande échelle, ces mesures risquent d'aliéner les communautés frontalières qui se sentent déjà marginalisées. Sans investissements parallèles dans le développement, le ressentiment pourrait s'accroître, créant un terrain fertile pour le recrutement d'extrémistes. Dans une région déstabilisée par les coups d'État au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger, l'instabilité en Côte d'Ivoire serait plus qu'une crise intérieure, ce serait une onde de choc régionale. L'instabilité dans la région renforce la dimension sécuritaire des élections. Une élection présidentielle contestée pourrait fragiliser davantage l'espace ouest-africain, dans un contexte de coups d'État à répétition dans la sous-région.

CEDEAO : Acteur clé ou observateur passif ?

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a célébré son 50e anniversaire cette année et qui est affaiblie par le retrait des États de l'AES, a exprimé ses préoccupations concernant les élections en Côte d'Ivoire et s'est engagée à envoyer des observateurs. Mais pour de nombreux Ivoiriens, c'est loin d'être suffisant. La crédibilité de la CEDEAO a été érodée par des réponses incohérentes aux crises politiques, restant souvent muette sur la

prolongation de la limite des mandats dans la région, tout en se montrant impuissante à arrêter les prises de pouvoir militaires.

« Soyez l'arbitre maintenant, ou soyez l'entrepreneur de pompes funèbres plus tard. »

C'est le choix qui s'offre à l'organisme régional. La CEDEAO a été trop indulgente envers les présidents sortants, qui sont rarement tenus responsables du recul démocratique, de la mauvaise gouvernance ou de l'affaiblissement systémique de l'État de droit. Le climat politique qui prévaut en Afrique de l'Ouest est sans précédent, car trois des voisins de la Côte d'Ivoire – le Burkina Faso, le Mali et le Niger – ont quitté le bloc régional de la CEDEAO et connaissent des relations diplomatiques tendues avec la Côte d'Ivoire. En l'absence d'une médiation politique et diplomatique proactive de haut niveau, ainsi que d'un accent mis sur l'inclusion, la transparence et un processus électoral dépolitisé, la CEDEAO risque d'être reléguée au rôle de spectateur symbolique d'une compétition dont les retombées pourraient déstabiliser l'ensemble de la région.

Implications internationales et régionales

Les enjeux des élections de 2025 en Côte d'Ivoire dépassent largement ses frontières. En tant que premier exportateur mondial de cacao et un hub commerciale majeure, la stabilité du pays affecte directement les marchés mondiaux. La confiance des investisseurs, déjà mise à rude épreuve par l'incertitude mondiale, pourrait s'ébranler en raison d'une instabilité politique prolongée.

Sur le plan diplomatique, la Côte d'Ivoire a été un partenaire essentiel de la France, de l'UE et des États-Unis dans les partenariats commerciaux et économiques et les initiatives de sécurité régionale. Les troubles politiques compliqueraient ces alliances, en particulier dans les opérations antiterroristes. Du point de vue de la gouvernance, une nouvelle prolongation de la durée du mandat dans la région encouragerait des dirigeants d'ailleurs de faire de même. Cela renforcerait un précédent troublant dans lequel les réformes constitutionnelles deviendraient des instruments de l'exercice plutôt que des garanties de la démocratie. En outre, la présence active de la Russie dans la région, qui aide à combattre les insurgés et qui, associée à des sentiments anti-français croissants, pourrait pousser le Kremlin à saisir toute occasion d'étendre son influence en Côte d'Ivoire. Entre-temps, des élections présidentielles sont également prévues en Guinée et en Guinée-Bissau en 2025 avec des craintes de

vive tension. Des contestations électorales en Guinée et en Guinée-Bissau pourraient avoir des répercussions en Côte d'Ivoire et dans la région.

L'enjeu

La Côte d'Ivoire se trouve une fois de plus à la croisée des chemins, hantée par des griefs sociopolitiques non résolus, une réconciliation nationale troublée et un processus démocratique fragile. Le danger n'est pas seulement le potentiel de violence électorale, mais aussi l'érosion du pacte démocratique entre les dirigeants et les citoyens. Lorsque les gens croient que leur vote n'a pas d'importance, ils se désengagent ou résistent. Sur le plan économique, l'incertitude pourrait freiner le développement des infrastructures et décourager les investisseurs. Politiquement, les tactiques d'exclusion menacent de délégitimer l'ensemble du processus avant qu'un seul vote ne soit exprimé. Sur le plan sécuritaire, l'instabilité à Abidjan pourrait renforcer les groupes armés dans le nord et aggraver le paysage sécuritaire déjà fragile de la région.

En outre, la stratégie et la réponse de Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam après leur exclusion définitive des élections d'octobre ne sont pas claires. Entre-temps, Laurent Gbagbo a entamé des discussions avec les principaux partis d'opposition. Vont-ils appeler leurs partisans à boycotter les élections ? Les jours et les semaines qui précèdent le scrutin présidentiel du 25 octobre seront cruciaux pour la Côte d'Ivoire et la région.

Recommandations aux parties prenantes

Gouvernement de la Côte d'Ivoire

- Organiser des élections libres, transparentes, crédibles et pacifiques ;
- Instaurer un cadre de dialogue inclusif incluant les acteurs politiques, de la société civile, les leaders religieux et communautaires, les jeunes et les femmes leaders ;
- Soutenir les programmes d'éducation civique sur le processus électoral en collaboration avec les OSC, les media, les associations des femmes et des jeunes ;
- Mettre en place des dispositifs efficaces permettant la participation aux élections, des personnes vivant avec le handicap ;
- Assurer la sécurité des élections, le respect des droits de l'homme ;
- Protéger les populations contre les menaces djihadistes.

Partis politiques

- Signer un code de bonne conduite qui rejette toute forme de violences liées aux élections ;
- S'engager à recourir à la justice pour régler les contentieux électoraux ;
- Sensibiliser les militants et sympathisants à l'apaisement pendant le processus électoral

Société civile

- S'engager dans la prévention des conflits, la dislocation du tissu sociale et les discours de haine ;
- Mener des activités d'éducation civique et électorale ;
- Sensibiliser les femmes et les jeunes à la participation aux élections ;
- Participer à l'observation et au monitoring des élections.

Média

- Promouvoir la responsabilité sociale du journalisme ;
- Lutter contre la désinformation et les discours de haine pendant cette période électorale.

Responsables religieux et communautaires

- Promouvoir le dialogue constructif entre le pouvoir, la classe politique et la société civile
- Sensibiliser les citoyens contre les discours de haine et la violence

Partenaires internationaux : ONU, UA, CEDEAO

- Promouvoir le dialogue inclusif entre les différents acteurs impliqués au processus électoral (politiques, OSC, religieux, communautés) ;
- Encourager l'organisation d'élections inclusives et crédibles ;
- Déployer des missions d'observation et de monitoring durant le processus électoral.